dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS
75006 PARIS (FRANCE)

TEL. (1) 633.42.47 C.C.P. 1248.74-N PARIS
Du mardi au vendredi : 9 h / 12 h - 14 h / 18 h 30

n° 805 Hebdomadaire - 14 octobre 1982 - 4,5 F

D 805 PÉROU: FLAMBÉE DE GUÉRILLA

Le mois d'août dernier a vu se multiplier de façon impressionnante les attentats du groupe de guérilla "Sendero Luminoso", dont l'attaque de la prison d'Ayacucho, le 2 mars 1982, avait constitué le préliminaire spectaculaire.

"Sendero Luminoso", ou "Voie lumineuse" (de l'expression "la voie lumineuse de Juan Carlos Mariategui", fondateur du parti socialiste péruvien devenu parti communiste en 1930), a centré ses attaques dans la région d'Ayacucho, sur l'Altiplano, et à Lima, la capitale du pays. C'est à l'occasion des élections de 1980 que "Sendero Luminoso" a fait le choix stratégique de la lutte armée. Depuis, les opérations de guérilla se sont progressivement développées (cf. DIAL D 738) pour aboutir à la flambée actuelle.

La situation économique du Pérou continue de se dégrader. C'est ainsi que le pays compte aujourd'hui plus de trois millions de chômeurs et de sous-employés, soit 55% de la population active. Les conflits sociaux en milieu rural (cf. DIAL D 753) servent également de bouillon de culture propice à une stratégie de la violence.

On lira ci-dessous deux analyses sur "Sendero Luminoso", extraites de DESCO-Resumen semanal n° 184 et 185, ainsi qu'un communiqué de la prélature d'Ayaviri pour protester contre les accusations d'implication de l'Eglise dans la guérilla.

Note DIAL

1- Caractéristiques des actions de "Sendero Luminoso"

1) Principales opérations en milieu rural:
- attaques à main armée et occupations de mines, exploitations agricoles, villages, autocars, postes de police;
- destructions de bureaux de poste, de cabines téléphoniques, dans le domaine des communications;
- assassinats de mouchards, de membres des forces de répression, d'autorités locales.

Pour ce qui concerne la campagne, l'étude des informations laisse supposer l'existence, de façon au moins passive ou sous le coup de la peur, d'un soutien des paysans.

2) Principales cibles en milieu urbain:
- le réseau de distribution d'électricité;
- les édifices publics, les journaux à diffusion nationale;
- les ambassades.

3) Caractéristiques des attaques: Vu la variété des objectifs, il est difficile d'établir des constantes, mais on peut néanmoins les ordonner comme suit:

- les systèmes de communication (bureaux de poste, cabines téléphoniques et télégraphiques);
- les symboles du pouvoir d'Etat ou de ses représentants locaux (forces de l'ordre, gouverneurs, maires);
- tout ce qui a trait à la modernité capitaliste et qui est en rapport avec la société de consommation(engins mécaniques, équipement, cinémas, magasins à grandes surfaces, etc.);
- les symboles de l'impérialisme étranger (Alfa Romeo, Coca Cola, ambassade des Etats-Unis ou de Grande Bretagne, etc.).

4) Rayon d'action: les actions sont concentrées sur la Sierra centrale, mais elles touchent également des lieux aussi divers que Lima, Huancavelica, Junín, La Libertad ou Iquitos. Cela porte à penser que "Sendero Luminoso" possède une implantation nationale.

5) Le caractère massif des attentats permet d'imaginer que la structure de "Sendero Luminoso" est peut-être du type fédération de groupes, dont chacun jouirait d'une très grande autonomie tactique et opérationnelle, tout en partageant la même ligne stratégique.

2- Activités de "Sendero Luminoso", d'après les journaux péruviens du 14 au 21 septembre 1982

- Un commando guérillero de "Sendero Luminoso", sous les ordres d'une femme, avec des revolvers et des cagoules, est entré au collège "Carlos Wiese", à Comas. Il a tenu des discours subversifs et lancé un appel à la lutte armée, alors que les 1500 élèves étaient rassemblés dans la cour pour fêter l'anniversaire de ce centre éducatif. L'un des extrémistes prit le micro pour lancer des attaques contre le gouvernement, tandis que les autres membres menaçaient les professeurs de leurs armes et les enfermaient dans un bureau de l'établissement, en les obligeant à s'accroupir en silence (la plupart des journaux du 14/9/82).

- La police judiciaire d'Arequipa a découvert et arrêté les membres du Commando régional sud de "Sendero Luminoso" qui, d'avril à cette date, avait commis plus de quinze attentats terroristes graves dans la ville d'Arequipa et environs. Ce groupe était en lien avec d'autres groupes de Tacna et de Puno, dont les membres ont également été arrêtés (La Republica, 14/9/82).

- Trois personnes, le visage couvert d'un passe-montagne et armées de fusils au canon scié, ont attaqué le local syndical d'une fabrique d'explosifs;elles ont détruit l'outillage et les bureaux au cours d'une recherche infructueuse de dynamite. Les deux veilleurs ont été ligotés des pieds et des mains, et enfermés dans les toilettes (La Republica, 14/9/82).

- Plus de 19.000 personnes ont été contrôlées par les forces de police depuis le 20 août, date de décrétation de l'état d'urgence par le gouvernement dans les provinces de Lima et de Callao (El Observador, 14/9/82).

- Le ministre de la guerre, Luis Cisneros Vizquerra, a démenti que des membres de l'armée patrouillent à Ayacucho et que les forces armées participent directement à la lutte contre le terrorisme. Il a répété que les forces armées n'étaient pas encore intervenues dans la lutte contre le terrorisme. Il a cependant reconnu que diverses hypothèses étaient à l'étude. "De toute manière, a-t-il souligné, nous sommes prêts, physiquement, psychologiquement et techniquement, à intervenir si le président Belaúnde en décide et fait appel aux forces armées, et pas seulement à l'armée de terre" (El Comercio, Correo, La Prensa, 14/9/82).

- Plus de trente hommes en cagoules, armés de mitraillettes, revolvers et dynamite, ont occupé le Collège "Maria Auxiliadora", à Huanta. Ils ont rassemblé les collégiens et les professeurs pour les inviter à rejoindre la lutte armée, après s'être identifiés comme membres de "Sendero Luminoso" (El Diario, 15/9/82).

- Huit terroristes, dont une femme, ont attaqué la laiterie "Perulac". Après avoir menacé les quarante employés et ouvriers, ils ont emporté plus de 18 millions de pesos en espèces (La Prensa, 18/9/82).

- Des groupes terroristes, présumément de "Sendero Luminoso", ont attaqué deux collèges de l'Etat en différents points de Lima. Ils ont invité les collégiens à se joindre à la lutte armée, et lancé de dures attaques au gouvernement accusé d'"affamer le peuple". La police a arrêté six suspects, dont une femme, dans le cadre de ces opérations déclenchées quasi simultanément, un peu après 8H du matin, dans la Grande unité "Ricardo Palma", de Surquillo, et au collège "República de Bolivia" à Villa El Salvador. A "Ricardo Palma", des élèves et des professeurs se sont lancés à la poursuite des terroristes, au prix de leur vie, et leur ont lancé des cailloux et autres objets contondants. Dans l'attaque de "Ricardo Palma", il y avait cinq terroristes; deux ont été capturés, dont une femme (la plupart des journaux, 18/9/82).

- La police a arrêté les huit personnes ayant pris part à l'attaque du collège de Comas, le 13 septembre dernier, à Parque Cayetano Heredia, dans le quartier Ingeniería. Dans le groupe se trouvait l'étudiante Doris Pillaca Uchupe, sur laquelle a été saisi un revolver subtilisé à l'occasion de l'attaque du poste de police d'Aizarca, à Ayacucho, au cours de laquelle a été tué le garde civil Silvano Ananga Ochante (La Crónica, Correo, 18/9/82).

- Un groupe de cinq personnes, dont deux femmes, ont assassiné chez lui l'agent de la police judiciaire Oscar Wilfredo Rivero Aguado, lequel laisse une veuve et trois enfants en bas âge. D'après El Observador ce crime, commis après torture de l'agent de police, a été considéré à Ayacucho comme le début des "tribunaux populaires" annoncés depuis quelque temps par "Sendero Luminoso" à l'encontre de ceux qu'il appelle "les bourreaux du peuple" (La majorité des journaux, 18/9/82).

- Un attentat terroriste contre une boite de dérivation souterraine de la Compagnie péruvienne des téléphones, dans le Centre commercial San José, en face de l'Unité vicinale n°3, a été perpétré le 18, quand un groupe d'inconnus, mettant l'obscurité à profit, a fait sauter la fermeture et mis le feu aux câbles de 100 et 50 paires (La Prensa, 19/9/82).

- Sous l'accusation de terroristes présumés, la police a arrêté l'adjoint au maire d'Ongoy, Julio Paniora (Gauche unie), et l'ancien dirigeant communal Celestino López, alors qu'ils s'apprêtaient à ramasser des outils de travail pour ce district au titre de Coopération populaire. Paniora et López sont respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint de la Fédération des paysans d'Ongoy (El Diario, 19/9/82).

- Trente trois personnes, parmi les autorités, les policiers et les notabilités d'Ayacucho, ont été condamnées à mort par les guérilleros de "Sendero Luminoso". La liste de ces personnes a été publiée sur une affiche apposée dans les services municipaux de la santé de la rue Santa Clara. Conformément à cet avis, ces personnes doivent être "jugées en raison de leur conduite répressive et négative vis-à-vis des intérêts du peuple" (La República, 19/9/82).

- A Suchanga, dans la province d'Angaraes, en Huancavelica, le 17, quinze terroristes en cagoules ont dynamité la maison d'un présumé mouchard, ont occupé la localité durant trente minutes puis se sont enfuis (La República, 19/9/82).

- "Caretas" publie un rapport sur les membres de "Sendero Luminoso" détenus à El Frontón: 345 au total. Il montre la situation dans laquelle ils se trouvent et la manière dont ils répondent aux questions sur leurs actions. Ils disent qu'il n'y a pas d'autre parti marxiste au Pérou et qu'ils tuent les commerçants, les autorités, etc. parce que ce sont des traîtres du peuple, comme ceux de l'UDP (Union démocratique populaire) à Ongoy; ils parlent aussi des apports du camarade "Gonzalo" au marxisme, celui qu'ils appellent "notre chef" (Caretas, 20/9/82).

- A moins d'un mois de la démission du maire d'Ayacucho, Marciano Cavero, c'est au tour du président de la Corporation départementale d'Ayacucho de quitter son poste "pour raisons de santé". Auparavant avaient fait de même des autorités politiques et municipales des provinces de Cangallo, La Mar, Huamanga et Víctor Fajardo (El Observador, 20/9/82).

- Le ministre de la justice, Armando Buendía, a déclaré que le procès judiciaire des terroristes détenus à El Frontón est désormais prêt. Il a ajouté qu'"en ce moment même on cherche un endroit sûr pour les juger. La "sécurité doit être garantie tant pour les subversifs que pour les magis-"trats accompagnant le procès et pour le public ayant accès au tribunal" (Expreso, 20/9/82).

- Deux mairies situées dans la zone urbaine d'Huancayo ont été dynamitées le 19, pratiquement en même temps, et ont subi des dommages matériels très importants (La República, 20/9/82).

- A Ayacucho, un groupe de terroristes en cagoule ont tué de quatre rafales un agent de la police judiciaire, dans sa propre maison, sous les yeux de sa femme et de son enfant. La victime est le lieutenant Ismael Isaías Navarro. Les journaux ne sont pas d'accord sur le nombre de terroristes impliqués dans cette affaire (La plupart des journaux, 20/9/82).

- Une nouvelle liste de condamnés à mort, cette fois avec les noms de quatre-vingts personnes, a fait son apparition dans les services de santé du marché Magdalena de Ayacucho. Bien qu'on ne connaisse pas les noms des quatre-vingts personnes portées sur la liste, on sait que s'y trouvent des autorités civiles et policières, ainsi que des notables de la ville, y compris des commerçants et des chefs d'entreprise de la région. Au moment où on apprenait l'existence de cette liste, la police a fait savoir qu'un garde civil avait été abattu par un groupe de cinq personnes, et qu'un groupe de guérilleros avait fait incursion dans la localité de Maynay. Les deux faits ont eu lieu en Huanta (La República, 21/9/82).

- Deux membres de "Sendero Luminoso" ont été arrêtés dans le domaine Zárate, alors qu'ils étaient en train de distribuer des tracts sur "la guerre de guérilla" chez les paysans de l'endroit (República, 21/9/82).

-Dans une lettre envoyée au correspondant de El Diario à Cusco, des membres présumés de "Sendero Luminoso" ont fait connaître les raisons et les fondements idéologiques et politiques de "la lutte armée sur l'ensemble du territoire national"; ils demandent que l'information couvre "la guerre de guérilla". Dans leur lettre ils déclarent que le peuple péruvien a le droit d'être au courant de leurs opérations et que la presse a le devoir de lui

donner une information "objective, vraie et sans distorsions sur les faits "qui surviennent dans le pays, surtout quand la révolution armée est en "marche, car elle est le seul chemin vers la libération de notre peuple" (El Diario, 21/9/82).

- Un groupe armé a essayé d'attaquer et de faire sauter le poste de la garde civile de Jaén, mais sans y parvenir car le détachement local a vu le danger suffisamment tôt et a repoussé l'attaque. D'après des sources policières, le commando armé a été découvert avant le début de l'opération par le chef du détachement, lequel a donné l'ordre à ses effectifs d'ouvrir le feu, ce qui a provoqué un échange de coups de feu nourris. Au cours du combat, deux assaillants ont été blessés et trois autres capturés, sur lesquels ont été saisis, d'après la police, des armes et du matériel subversif (El Diario, 21/9/82).

- Le collégien de Guadalupe, Roger Chávez (16 ans), arrêté en compagnie de son cousin Isidro Cruz Chávez et d'autres mineurs sous l'accusation d'avoir participé à l'occupation du collège "Carlos Wiese", a été torturé par les membres de DICOTE (Division contre le terrorisme), ainsi qu'ont pu le constater les parents et l'aumônier de son centre d'étude qui ont pu lui rendre visite. L'aumônier et professeur Julián Salvador, de Guadalupe, s'est montré très préoccupé par la situation de son élève : "Il m'a déclaré devant "un capitaine de la PIP (Police d'investigation du Pérou) qu'il avait été "torturé. Quand j'ai protesté auprès du policier, celui-ci s'est contenté "de me répondre que mon élève avait participé à l'attaque du collège de Co-"mas" (El Diario, 21/9/82).

3- Protestation de la prélature d'Ayaviri (21 août 1982)

En ce qui concerne les derniers événements qui se sont produits dans la localité d'Umachiri (1), je tiens, en tant que vicaire capitulaire de la prélature d'Ayaviri (2), à faire la déclaration suivante.

Tout acte de violence est répréhensible et nous devons le condamner. On ne construit rien et on n'arrive à rien en détruisant des ponts, des pylones à haute tension, des usines, des maisons, etc. Tuer quelqu'un est contraire à la loi de Dieu. Jamais l'Eglise n'a soutenu ni ne soutiendra de tels actes de destruction et de mort, qui créent parmi la population un climat d'insécurité, de peur, de méfiance, d'appauvrissement et de division. La violence, d'où qu'elle vienne, ne peut recevoir le soutien de l'Eglise et nous devons tous la rejeter. En conséquence, nous condamnons l'attaque lancée contre le poste de police d'Umachiri.

En tant que vicaire capitulaire et responsable de l'Eglise d'Ayaviri, je m'oppose de la même manière à la façon dont est menée l'enquête, tendant à faire croire que la culpabilité en incombe aux prêtres ou aux agents de pastorale, semant ainsi la confusion dans l'esprit des gens (3). Il y a des personnes qui aimeraient voir l'Eglise compromise dans des actes de terrorisme et qui sont capables de tout pour accuser des prêtres et des agents de pastorale travaillant à l'évangélisation. Cela nous le savons.

---

(1) Le 12 août 1982, le poste de police d'Umachiri était attaqué par un groupe d'inconnus armés, la prison incendiée, des armes volées et la population haranguée (NdT).
(2) Le titulaire en était Mgr Dalle, tué en mai dernier dans un accident de la route (NdT).
(3) C'est ainsi que certains journaux péruviens titrent, à propos du P. François Fritsch, curé d'Umachiri: "Un prêtre français instigateur du terrorisme" (NdT).

Aucun prêtre ni aucun agent de pastorale n'est impliqué dans ce qui s'est passé à Umachiri. Je puis le garantir. La mission de l'Eglise dans cette prélature, comme ailleurs, est d'annoncer le Christ et son message d'amour, de paix et de justice; non de fomenter la violence.

Impliquer l'Eglise et ses institutions dans des actes de destruction c'est chercher à faire naître chez les fidèles la suspicion, le doute, la zizanie. C'est chercher à semer la peur et la division dans le peuple chrétien.

Je demande aux personnes chargées de l'enquête de mieux orienter leurs recherches. Elles doivent savoir qu'aucun membre de notre Eglise n'a de part de responsabilité dans les événements d'Umachiri.

Je demande à l'ensemble du peuple chrétien de renouveler sa fidélité à son Eglise, à ses prêtres particulièrement affectés à cette heure. Je demande aux fidèles de ne pas se laisser dominer par les racontards (4), les calomnies, les mensonges. Nous devons plus que jamais être adultes dans la foi et dans la fidélité envers l'Eglise, notre mère. Quand une mère est attaquée, ses fils savent la défendre et non point la salir.

En ce moment d'épreuve, nous nous rappelons la parole de Jésus:"Le disciple n'est pas au-dessus du maître. S'ils m'ont persécuté, ils vous persécuteront vous aussi".

Ayaviri, le 21 août 1982

Père Francisco d'Alteroche
vicaire capitulaire
C.E. 96103

(4) Les journaux se sont faits l'écho de fausses informations de torture de prêtres et de perquisitions de presbytères (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441